

sens de la part du point de vue canadien et, même, mondial.

Nous touchons maintenant les bénéfices que nous a valu l'attitude du Canada. Nous voyons le résultat de cette façon logique d'aborder les affaires extérieures canadiennes à long terme. Il y a lieu d'adresser nos félicitations à tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ces nouvelles relations. A certains moments, il faut beaucoup de courage pour soutenir envers et contre tous ce qui peut être jugé comme une attitude radicale, mais, je le répète, il s'agit d'une attitude logique du point de vue des Canadiens et du monde. Je suis fier que le gouvernement canadien ait recouru à cette méthode qui, je m'en réjouis, donne maintenant des résultats concrets au Canada.

Honorables sénateurs, il nous faut reconnaître que la Commission du blé et la Commission des grains méritent aussi des éloges. On leur a reproché pendant des années leur manque de dynamisme dans le secteur des ventes agricoles. Rétrospectivement, en remontant à la première vente de blé à la Chine, nous constatons que là aussi l'expansion s'est faite sainement. Notre collègue le sénateur William McNamara y a joué un rôle actif; c'est lui le premier qui s'est rendu en Chine pour négocier cette première vente de blé.

A partir de là, il y a eu ensuite les modifications du régime de classement du blé canadien. On a établi un classement selon la teneur en protéines; nous avons montré plus de dynamisme. Tout cela se reflète maintenant dans des expéditions record de céréales canadiennes. En fait, leur volume, pendant la dernière saison, a été si considérable que notre réseau de transport en a été tout simplement débordé.

Il y a ici d'autres sénateurs mieux au courant de la question que moi—notamment notre collègue l'honorable sénateur Paterson qui s'est occupé intimement depuis des années de la question des expéditions de céréales. Il se pourrait que le gouvernement fédéral doive étudier les initiatives à prendre dans l'avenir pour le maintien de cette activité.

Cet automne—et une fois encore sans que nous nous en plaignions, parce que nous vendions tous nos produits—les Américains ont pu vendre à la Russie une quantité importante de maïs. Une des raisons, c'est que nous étions incapables de fournir du maïs fourrager à ce moment-là. Notre système de transport et notre système d'élevateurs fonctionnaient à plein rendement. Nous avons alors cru qu'il faudrait songer à apporter certaines améliorations dans ce domaine. Cela pourrait signifier un plus grand nombre de terminus pour accélérer les expéditions. Cela pourrait signifier encore des changements dans notre système intérieur de transport. Nous avons eu une discussion l'autre jour au sujet de l'utilisation de trains-blocs pour transporter le grain des Prairies jusqu'à nos ports de mer.

Il faudrait examiner minutieusement toute la question. Il semble que la demande de céréales continuera à être assez élevée, notamment celle des céréales de provende. Tout récemment encore—de fait la dernière semaine de novembre ou la première de décembre—un groupe de parlementaires canadiens a passé une semaine à Washington pour s'occuper uniquement de questions agricoles. J'ai eu l'honneur de représenter le Sénat au sein du groupe composé de quatre députés de la Chambre des communes et d'un député de l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Nous nous sommes rendus à Washington sous les auspices du centre parlementaire des affaires et du commerce étrangers. Nous avons passé notre temps au

ministère de l'Agriculture des États-Unis, traitant directement avec les personnes qui s'intéressaient à toutes les questions que nous voulions discuter. Le dynamisme du Département de l'Agriculture des États-Unis, en ce qui concerne les ventes, nous a impressionnés. Nous avons appris avec plaisir que les Américains admiraient de nombreux aspects de notre régime. Ils ont franchement admiré le système de manutention des grains de la Commission du blé, les programmes que notre ministère de l'Agriculture a mis au point il y a deux ans pour régler le surplus de blé que nous avions alors, c'est-à-dire le programme LIFT et le programme consécutif de la Commission des grains pour l'adoption de normes de valeur protéique.

• (1450)

De notre côté, l'importance que le Département de l'Agriculture des États-Unis accorde aux provendes nous a impressionnés. Il insiste sur un domaine en particulier auquel de nombreux Canadiens n'attachent pas autant d'importance qu'ils devraient. Je veux parler des récoltes de fèves soja. Les tourteaux de fèves soja aux fins de provende sont devenus l'un des principaux articles d'exportation pour les États-Unis. Les Américains nous ont dit qu'ils surveillent notre production d'huile. Notre culture comparable est celle du colza qui, en définitive, fera concurrence à la fève soja.

Nous n'avons pas encore réussi à produire des tourteaux de colza pouvant servir de provende. En ce moment, au Canada, le colza sert principalement à la production d'huile et non à la production de tourteaux. Il découle cependant de ce que nous avons appris aux États-Unis que des modifications techniques sont possibles afin de faire servir les tourteaux de colza à l'alimentation des animaux, de telle sorte que le Canada pourra aussi alors prendre une forte avance dans les produits d'exportation.

La demande mondiale de grains fourragers augmente. A mesure que les pays dits «en voie de développement» substituent à un régime végétarien un régime comprenant de la viande, la demande de ces grains augmente aussi. Nous espérons, je le répète, qu'une fois réglées les formalités relatives aux tourteaux de colza, l'agriculture canadienne fera un grand pas en avant.

Cela me ramène au point que j'ai soulevé plus tôt, savoir qu'il nous faut soit un régime de transport très efficace ou un régime suffisant d'entreposage pour notre grain. Parce que notre production se concentre essentiellement dans les Prairies, il nous faut ou des moyens rapides de transport du grain jusqu'à la mer, afin de ne manquer aucune vente possible, ou des installations suffisantes d'entreposage sur la côte, ce qui nous permettrait de garder notre grain prêt à livrer sur commande.

Nous pouvons, je pense, envisager avec optimisme la situation du grain canadien aujourd'hui, qui s'est beaucoup améliorée depuis deux ans, alors que nous ne savions que faire de nos excédents. Je me rends compte du risque que je prends en faisant une telle déclaration, car je sais que, dans le passé, on a dit aux cultivateurs: «Cultivez-le et nous le vendrons.» Et ils ont produit du blé qui n'a pas été vendu. Cela n'a pas toujours réussi dans le passé, mais je crois que la situation est différente aujourd'hui. Notre attitude plus dynamique lorsqu'il s'agit de vendre et les améliorations que nous avons effectuées nous donnent de bonnes raisons d'être optimistes. Néanmoins, tout cela doit s'étayer sur des programmes appropriés qui garantiront que nous sommes en mesure de livrer, car il est impossible de s'assurer un marché étran-